



Syndicat Force Ouvrière des Personnels de la Ville
Et Administrations Annexes de Paris
2bis square Georges Lesage – 4^{ème} étage 75012 PARIS
01 43 47 84 54 ou 01 43 47 84 60
syndicat.fo@paris.fr ; <https://fo-villedeparis.fr>



LE 5 NOVEMBRE, TOUS EN GRÈVE POUR NOS SALAIRES ET NOS CONDITIONS DE TRAVAIL !

Alors que le gouvernement prévoit 54 milliards d'économie dans les budgets des services public, des centaines de milliers de travailleurs et jeunes partout en France se mobilisent pour faire valoir leurs revendications dans des manifestations extrêmement massives et dans le même temps le gouvernement réprime violemment et « organise le pourrissement du mouvement » (propos tenus par Emmanuel Grégoire le lundi 19 octobre) en refusant de répondre à leur demande.

Qu'en est-il à la ville de Paris ? Emmanuel Grégoire et son administration ne semble pas davantage vouloir répondre aux revendications des agents !

ASSEZ DE PERTE DE POUVOIR D'ACHAT ! ASSEZ DES ÉCONOMIES SUR LE DOS DES AGENTS !

Les agents de la Ville de Paris, comme l'ensemble des salariés, subissent la hausse du coût de la vie. Pendant que les prix augmentent, les rémunérations stagnent, les carrières sont bloquées et les conditions de travail se dégradent.

Comme à la SEGC où les agents sont en grève notamment pour l'augmentation d'une prime qui n'a pas été augmentée depuis 21 ans, la Ville fait appel au privé pour casser la grève !

FO dénonce le recours au privé pour casser la grève, c'est une remise en cause du droit de grève, l'ensemble des agents et des syndicats sont concernés !

Dans les services municipaux, les sous-effectifs, les postes non remplacés et la surcharge de travail fragilisent les personnels et le service public.

A la DFPE, 30% des postes ne sont pas pourvus ! Plusieurs bibliothèques ont demandé à réduire leurs horaires d'ouverture faute de personnel suffisant. Le concours B n'ayant pas eu lieu depuis un an, les sous effectifs se creusent. Et la liste serait longue !

NOS SALAIRES NE PEUVENT PLUS ATTENDRE !

Depuis des années, les agents publics subissent le gel du point d'indice et la perte de pouvoir d'achat. À cela s'ajoutent la suppression de la GIPA, la baisse de rémunération à 90 % du traitement indiciaire pendant les trois premiers mois du congé de maladie ordinaire et la journée de carence.

Pour 2027, le gouvernement annonce la poursuite du gel du point d'indice et la maîtrise accrue des dépenses publiques. Les agents ne doivent pas être une nouvelle fois les victimes des politiques d'économies budgétaires.

À la Ville de Paris, la baisse des taux du RIFSEEP (CIA et IFSE) accentue les difficultés de pouvoir d'achat.

FO EXIGE :

- Une augmentation générale des salaires et du point d'indice pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat.
- La revalorisation du RIFSEEP et des taux du CIA et de l'IFSE, avec une augmentation de l'IFSE à plus de 400 € par mois et son déplafonnement immédiat !
- La revalorisation des carrières et des grilles indiciaires, avec une véritable reconnaissance des qualifications, des responsabilités et de l'ancienneté.

COMPLÉMENTAIRE SANTÉ ET PRÉVOYANCE : LA VILLE DOIT PRENDRE SES RESPONSABILITÉS !

Se soigner et se protéger contre les aléas de la vie ne doivent pas devenir un luxe.

FO revendique une prise en charge à 100 % par la Ville de Paris de la protection sociale complémentaire, en santé et en prévoyance.

Nous demandons également l'ouverture urgente de négociations afin de permettre aux agents qui le souhaitent de bénéficier d'une dispense d'adhésion au contrat de prévoyance, dans le respect du cadre réglementaire applicable.

DES EFFECTIFS ET DES MOYENS POUR LE SERVICE PUBLIC !

Les restrictions budgétaires ne doivent pas se traduire par une dégradation supplémentaire des conditions de travail ni par un recul du service rendu aux Parisiens.

FO EXIGE :

- L'arrêt des suppressions de postes et le remplacement des agents absents.
- Des recrutements statutaires à la hauteur des besoins des services.
- Des moyens humains et matériels suffisants.
- Des mesures concrètes pour améliorer les conditions de travail et garantir la santé et la sécurité des agents.

Pour nos salaires, notre pouvoir d'achat, nos effectifs et la défense du service public parisien !

NOS REVENDICATIONS SONT LÉGITIMES.

NOS SALAIRES NE DOIVENT PAS SERVIR DE VARIABLE D'AJUSTEMENT BUDGÉTAIRE !

PRÉO9PARONS LE JEUDI 5 NOVEMBRE DANS L'UNITÉ :

Réunissons-nous dans nos services, pour discuter de la situation et établir les revendications !

AVEC F.O RÉSISTER - REVENDIQUER - DÉFENDRE NOS DROITS

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE FO

